

Liberté académique : renforcer la solidarité internationale

Le 8 février, la Journée internationale de défense des libertés académiques a été marquée par deux événements. Le premier à Dakar, à l'initiative de l'International Network for Academic Freedom, qui s'est élargi à cette occasion et au cours duquel l'Union syndicale africaine de l'enseignement supérieur a été créée. Le second à Calgary, où se tenait une importante conférence organisée par la Canadian Association of University Teachers.

Par **DAVID CÉLESTIN FAYE**, secrétaire général, et **NDIÉMÉ SOW**, membre du bureau national du SAES (Sénégal) ;
MICHEL MARIC et **ALET VALERO**,
secteur International du SNESUP-FSU

Organisée cette année par le Syndicat autonome de l'enseignement supérieur (SAES) du Sénégal, la Journée internationale de défense de la liberté académique¹ se tenait à Dakar dans le cadre des événements organisés pour le 40^e anniversaire du SAES. Sur le thème de « La liberté académique face à l'ingérence du politique », chaque représentant des organisations présentes a eu le sentiment d'entendre dans chaque intervention les « mots » et les « maux » qui correspondaient à son propre pays : textes législatifs et/ou règlementaires non respectés, détournés ou réinterprétés à la baisse ou contre l'université, réformes qui amputent la formation et la recherche universitaires, gouvernance autoritaire, intimidante voire menaçante, ou tendance, à des stades plus ou moins avancés, de secondariser le supérieur, de lui retirer la signature des diplômes, de contrôler, voire de neutraliser ses instances, de minimiser ou de porter atteinte au savoir.

L'ingérence du politique est massive, multiforme et de plus en plus pesante. La nomination des présidents d'université est déjà un usage, celle des directeurs d'UFR et celle des départements sont envisagées ou quasi programmées dans certains pays. La précarité est partout et gangrène les conditions de travail et de recherche, les salaires sont en berne, les heures complémentaires envahissantes et sous-payées avec, pourtant, une offre de formation très insuffisante. Les pensions ? Anxiogènes, indignes ou dérisoires. La violence est partout et les atteintes à

l'intégrité physique sont dans certains cas une réalité : personnel agressé, voitures incendiées... Les franchises universitaires sont violées et les lignes rouges sont franchies. Alors que chaque corps perd ses repères, que les missions universitaires sont partout en danger, la journée confirme l'importance de nos solidarités internationales. Au regard de l'immensité de la tâche, à l'occasion de cette journée, 10 organisations syndicales de l'enseignement supérieur en Afrique ont constitué l'Union syndicale africaine de l'enseignement supérieur (USAES) et les statuts de l'Union ont été adoptés.

« SOMMES-NOUS PRÊTS ? »

Organisée par la Canadian Association of University Teachers avec le soutien de l'Internationale de l'éducation, se tenait au même moment au Canada (Calgary), une importante conférence sur le thème « Savoir et pouvoir : la lutte internationale pour la liberté académique »². En ouverture, Robert Quinn, président du Scholars at Risk Network, insiste sur la nécessité de « montrer leur rôle unique à ceux qui cherchent la vérité » et de les mobiliser pour mener aujourd'hui, partout, l'indispensable combat : « La question est : sommes-nous prêts pour ce combat ? », soulignant que « nous n'aurons pas de meilleur moment pour défendre la liberté académique ». Et plus encore : « Nous devons défendre la liberté. » Son propos pointe les « mauvaises pratiques » développées au sein même des démocraties, où les attaques passent par l'isolement des universitaires et où l'éducation est dévoyée : « L'éducation est-elle au service des entreprises ? », interroge-t-il. Il affirme également la nécessité de construire des réseaux d'alliés sur le plan international, tout comme celle de nous adresser désormais extra-muros aux populations : ce qui se passe à l'université concerne tout le monde. Comme en écho, les débats seront marqués le lendemain par l'intervention de la présidente de l'American Federation of Teachers, Randi Weingarten, celle que le parti de Donald Trump a qualifiée de « personne la plus dangereuse au monde ». Elle lance un appel : « N'abandonnez pas les universitaires américains, nous ne sommes pas Donald Trump », notant qu'« une course contre la montre est engagée » et que les syndicats doivent aussi être porteurs de propositions alternatives à celles des populistes. Nous aurons l'occasion de revenir sur la richesse des interventions de cette journée dans de futures publications. ■

« Nous n'aurons pas de meilleur moment pour défendre la liberté. »

1. Cf. Michel Maric, « 8 février : Journée internationale de défense de la liberté académique », *Le Snesup* n° 730, février 2025, p. 28 : www.snesup.fr/publications/revues/le-snesup/mensuel-ndeg-730-fevrier-2025.
2. Consulter l'intervention du SNESUP-FSU : www.snesup.fr/actualites/breves/le-8-fevrier-journee-internationale-pour-la-liberte-academique.

« NOUS MARCHERONS ENSEMBLE » : LE RÉSEAU INAF S'ÉLARGIT

À l'occasion de la Journée de défense des libertés académiques, l'International Network for Academic Freedom (INAF) a annoncé son élargissement à sept nouveaux membres :

- le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES) et le Syndicat autonome de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES) du Bénin ;
- le Syndicat des enseignants du supérieur (SYNES) du Cameroun ;
- le Syndicat national autonome de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (SNAESRS) de Guinée ;
- le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP) du Mali ;
- le Syndicat national des enseignants-chercheurs et chercheurs du supérieur (SNECS) du Niger ;
- le Syndicat de l'enseignement supérieur du Togo (SEST).